



MÉMOIRE SUR LA GESTION DE LA FORÊT

présenté par

Le Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches

à

La Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise

Mai 2004

RÉDACTION

Martin Paulette, administrateur, Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches
Julie Boudreau, directrice générale, Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches
Simon Arbour, administrateur, Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches

COLLABORATION

Luce Balthazar, directrice générale, Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent

Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRECA)

22, rue Sainte-Hélène
Breakeyville (Québec)
G0S 1E2

Tél : (418) 832-2722
Télec : (418) 832-9116

© 2004

TABLES DES MATIÈRES

PRÉSENTATION	1
INTRODUCTION	2
PRINCIPALES PROPOSITIONS.....	3
1 DÉVELOPPEMENT DURABLE ET GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES FORESTIÈRES....	6
1.1 Conservation de la diversité biologique	7
1.1.1 Stratégie québécoise sur les aires protégées	8
1.1.2 La priorité à la protection des forêts anciennes : le cas de Chaudière-Appalaches	9
1.2 Maintien et amélioration de l'état et de la productivité des écosystèmes forestiers.....	13
1.3 Conservation des sols et de l'eau.....	14
1.3.1 La planification à l'échelle des bassins versants et les bandes riveraines	15
1.4 Maintien de l'apport des écosystèmes forestiers aux grands cycles écologiques	16
2 GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES : LES MULTIPLES RESSOURCES ET LA CONSULTATION DU PUBLIC	17
2.1 Maintien des avantages socio-économiques multiples que les forêts procurent à la société	17
2.2 Les autres ressources	18
2.3 La prise en compte, dans les choix de développement, des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées	18
3 CONNAISSANCE DU CAPITAL FORESTIER.....	20
3.1 Des études complémentaires	20
4 PLANIFICATION, RÉALISATION ET RENDEMENT DE L'AMÉNAGEMENT FORESTIER.....	22
4.1 Le rendement accru	22
5 CADRE ET MODES DE GESTION DES FORÊTS.....	24
5.1 Les forêts privées	24
5.2 La vérification forestière.....	24
CONCLUSION	26
RÉFÉRENCES	27
ANNEXE	28

PRÉSENTATION

Le conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRECA) est un organisme à but non lucratif dont le mandat consiste à promouvoir le développement durable et la protection de l'environnement dans la région de Chaudière-Appalaches. Le CRECA favorise la concertation de l'ensemble des intervenants régionaux sur les questions liées à l'environnement. L'organisme réalise aussi des projets à caractère environnemental et des activités de sensibilisation du public. Il participe, de plus, à des commissions sur différents enjeux environnementaux (ex. : BAPE, consultation sur les objectifs de protection et de mise en valeur (OPMV) des ressources du milieu forestier, etc.).

La participation du CRECA aux audiences de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise s'inscrit donc dans le mandat de l'organisme. La gestion de la forêt et les impacts qui en découlent sur les cours d'eau et sur la biodiversité représentent des enjeux importants qui doivent être pris en considération dans une perspective de développement durable. C'est dans cette optique que le CRECA présente ce mémoire.

INTRODUCTION

La gestion de la forêt publique soulève de nombreuses questions. La population en général, les entreprises d'exploitation forestière, les industries de transformations et les environnementalistes s'inquiètent pour différentes raisons de la façon dont le milieu forestier est exploité et aménagé. Le mémoire présenté par le CRECA s'articule autour des quatre grands thèmes proposés par la Commission : 1) développement durable et gestion intégrée des ressources forestières; 2) connaissance du capital forestier; 3) planification, réalisation et rendement de l'aménagement forestier; 4) cadre et modes de gestion des forêts.

Le mémoire regroupe 26 propositions. Plusieurs de ces propositions sont présentées sous le thème « développement durable et gestion intégrée des ressources forestières » qui à notre avis doit chapeauter l'ensemble de la gestion forestière au Québec. Une attention particulière est apportée à la question de la *Stratégie québécoise sur les aires protégées*. Les propositions formulées concernent tantôt l'ensemble de la forêt publique et tantôt le territoire forestier public de Chaudière-Appalaches.

PRINCIPALES PROPOSITIONS

Le Québec doit modifier son régime forestier afin d'instituer une politique forestière dont le premier objectif sera l'aménagement forestier durable fondé sur le maintien de la biodiversité et des écosystèmes, le respect d'un rendement soutenu garantissant qu'il ne s'effectue pas de récoltes abusives et la gestion intégrée des ressources permettant l'usage démocratique et polyvalent des forêts.

Proposition 1

Afin de rencontrer les standards internationaux en foresterie durable, nous demandons que la *Loi sur les forêts* soit amendée pour viser l'atteinte systématique des six critères de l'aménagement forestier durable inscrits dans son préambule afin que ceux-ci se traduisent davantage dans le régime forestier et dans son application sur le terrain.

Proposition 3

En vue de rencontrer les objectifs de la *Stratégie québécoise sur les aires protégées*, nous demandons que le gouvernement du Québec se fixe impérativement comme objectif le parachèvement d'un réseau d'aires protégées fondé sur la représentativité de la biodiversité sur 8 % des forêts de chacune des régions écologiques du Québec. Qu'il établisse, de plus, un moratoire sur l'exploitation forestière des territoires dont la valeur écologique élevée est déjà connue et qui les rend susceptibles de devenir des aires protégées.

Proposition 5

a) Nous souhaitons que la priorité soit accordée à la création d'aires protégées représentatives de la biodiversité des vieilles forêts.

Proposition 11

Nous voulons que soit reconsidéré le mode actuel d'attribution des CAAF afin d'obliger leurs mandataires à considérer les autres usages de la forêt dans la planification forestière, comme la récolte de produits non-ligneux, la chasse, la pêche, le piégeage et les activités récréatives. Le MRNFP et bénéficiaires de CAAF devraient être amenés à conclure des ententes de développement et de mise en valeur des ressources non forestières avec des entreprises, des individus et des organismes dans un mécanisme transparent et ouvert à la consultation.

Proposition 12

Nous demandons au gouvernement d'amender la *Loi sur les forêts* pour instituer un régime forestier qui a pour objectif premier l'atteinte des critères de l'aménagement forestier durable fondé sur la gestion intégrée des ressources qui protège la biodiversité et les écosystèmes et qui autorise un usage polyvalent et une démocratie participative dans la gestion des forêts.

Proposition 14

Nous demandons une réforme du processus de concertation et de consultation des plans généraux d'aménagement forestier (PGAF) qui devra être ouvert, sans exclusion, à toutes les parties concernées, dès l'élaboration des plans, et qui respectera les conditions suivantes :

- L'obtention d'une information juste, éclairée et neutre
- Des modalités de participation adéquates : délais raisonnables, aide financière aux ONG
- Élargissement de la consultation des tiers à l'ensemble des organismes concernés (parties intéressées) et aux utilisateurs
- Des consultations en trois temps (périodes d'information, de rédaction et de présentation)
- L'assurance d'obtenir un traitement juste et impartial
- La confiance d'obtenir des résultats effectifs, concrets et vérifiables

Proposition 19

Compte tenu de l'importance des enjeux, nous demandons que soit confié au *Bureau public de vérification forestière* (dont nous suggérons la création au chapitre 5) le mandat d'examiner le processus de calcul de la possibilité forestière et de son suivi à titre d'audit indépendant pour garantir le respect du rendement soutenu et attester qu'il ne s'effectue pas de récoltes abusives dans la forêt publique.

Proposition 24

Nous demandons au gouvernement d'instituer un *Bureau public de vérification forestière*, relevant de l'autorité du *Vérificateur général du Québec*, qui aura pour mandat de surveiller l'ensemble de la gestion forestière au Québec, de vérifier l'atteinte des résultats des critères de l'aménagement forestier durable, de garantir le respect du rendement soutenu en examinant la validité du calcul de la possibilité forestière et son suivi, et d'exposer ses conclusions dans un rapport annuel remis à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, afin concrétiser la gestion intégrée du milieu forestier, la collaboration entre le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP), la Société de la faune et des parcs du

Québec (FAPAQ) et le ministère de l'Environnement du Québec (MENV) devra être augmentée et se faire dans l'optique de promouvoir systématiquement le développement durable.

1 DÉVELOPPEMENT DURABLE ET GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES FORESTIÈRES

Le développement durable se réalise dans des conditions d'équilibre entre la protection de l'environnement, le développement économique et la société. Ainsi, la gestion intégrée des ressources dérive du concept de développement durable. Elle intègre les préoccupations environnementales, économiques et sociales. Les trois autres thèmes suggérés par la Commission (2. connaissance du capital forestier; 3. planification, réalisation et rendement de l'aménagement forestier; 4. cadre et modes de gestion des forêts) sont pour ainsi dire subordonnés au développement durable et à la gestion intégrée des ressources.

L'aménagement forestier durable et la gestion intégrée des ressources préoccupent de plus en plus les acteurs du développement. Toutefois, le passage de la théorie à l'action concrète est parfois plus exigeant qu'on l'imagine et nécessite des efforts de concertation de la part de l'ensemble des intervenants du secteur forestier. De plus, il apparaît parfois difficile de garantir un équilibre entre la protection de l'environnement, le développement économique et les enjeux sociaux. Les propositions formulées par le CRECA visent à modifier le cadre actuel de gestion afin de favoriser l'harmonisation des multiples activités dans les forêts publiques, la prise en compte des besoins des diverses parties et le respect de l'intégrité écologique du territoire.

Le préambule de la *Loi sur les forêts* fait mention de six critères de l'aménagement forestier durable :

- la conservation de la diversité biologique ;
- le maintien et l'amélioration de l'état et de la productivité des écosystèmes forestiers;
- la conservation des sols et de l'eau ;
- le maintien de l'apport des écosystèmes forestiers aux grands cycles écologiques ;
- le maintien des avantages socio-économiques multiples que procurent les forêts à la société ;
- la prise en compte, dans les choix de développement, des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées.

Ces six critères représentent l'assise sur laquelle doit se fonder la politique forestière du Québec. Ils tiennent compte de tous les éléments requis pour mettre en œuvre une foresterie assurant le respect des écosystèmes, de la possibilité forestière et de la capacité de support du milieu. En ce qui a trait à la gestion de la forêt, le gouvernement du Québec ne doit pas se contenter de favoriser l'aménagement forestier durable, il doit en faire son principe fondamental.

Dans les dispositions préliminaires, il est mentionné que la *Loi sur les forêts* a pour objet de favoriser l'aménagement durable de la forêt; ce qui ne garantit pas qu'elle vise l'atteinte des critères de l'aménagement forestier durable.

Proposition 1

Afin de rencontrer les standards internationaux en foresterie durable, nous demandons que la *Loi sur les forêts* soit amendée pour viser l'atteinte systématique des six critères de l'aménagement forestier durable inscrits dans son préambule afin que ceux-ci se traduisent davantage dans le régime forestier et dans son application sur le terrain.

Le CRECA propose plusieurs moyens concrets qui permettront d'atteindre les six critères de l'aménagement forestier durable. Les critères de l'aménagement forestier durable sur lesquels nous insistons sont : la conservation de la diversité biologique et la prise en compte dans les choix de développement, des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées.

1.1 Conservation de la diversité biologique

Pour maintenir et conserver la biodiversité, les pratiques forestières doivent respecter la diversité des écosystèmes, la diversité des espèces et la diversité génétique. Pour ce faire, il est essentiel de mettre véritablement en oeuvre une stratégie de conservation de la biodiversité et la *Stratégie québécoise sur les aires protégées*. Ces stratégies doivent s'appuyer sur le développement et l'application de modalités d'aménagement écosystémiques, sur l'implantation d'un réseau d'aires protégées constituées d'échantillons représentatifs de la biodiversité québécoise, sur la conservation des écosystèmes forestiers exceptionnels, sur la conservation des espèces à statut précaire, ainsi que sur la protection des habitats de toutes les espèces fauniques et floristiques dépendantes de la forêt. La stratégie de conservation doit aussi s'appuyer sur la mise en oeuvre d'un plan de protection de la diversité génétique.

Proposition 2

Nous demandons au gouvernement québécois d'accélérer la mise en oeuvre d'une stratégie de conservation de la biodiversité dont le champ d'application en milieu forestier sera fondé sur l'aménagement écosystémique des forêts et sur la protection de la biodiversité des écosystèmes, de toutes les espèces forestières et de la diversité génétique.

1.1.1 *Stratégie québécoise sur les aires protégées*

En 2000, le gouvernement du Québec a adopté une série d'orientations visant la protection de 8 % du territoire du Québec, d'ici l'an 2005 (MENV 2004), au sein d'un réseau d'aires protégées représentatives de la biodiversité des régions naturelles du Québec. On est encore en attente d'une stratégie concrète sur les aires protégées.

Rappelons que le Québec compte environ 2,8 % (ministère de l'Environnement du Québec 2000) d'aires protégées dont une grande partie est constituée de territoires où les coupes forestières sont permises (les ravages de cerfs de Virginie par exemple). Dans les autres pays du monde, la moyenne des superficies protégées dépasse 9 % (ministère de l'Environnement du Québec 2000). Le rapport Brundtland recommandait, en 1987, la protection de 12 % des territoires nationaux. Certains pays ont déjà atteint cet objectif.

En Chaudière-Appalaches, les aires protégées forestières, où la coupe est vraiment interdite (forêt privée et publique), couvrent 75,3 km², soit 0,7% (7 millièmes) de la forêt de Chaudière-Appalaches. Ces aires protégées sont : le parc Frontenac (55 km² font partie de la région), les écosystèmes forestiers exceptionnels classés ou en voie de l'être (5,5 km²) et les réserves écologiques (14,8 km²). On compte aussi des ravages de cerfs sur terres publiques, où la coupe est contrôlée, qui couvrent 174 km² (Arbour 2003).

Proposition 3

En vue de rencontrer les objectifs de la *Stratégie québécoise sur les aires protégées*, nous demandons que le gouvernement du Québec se fixe impérativement comme objectif le parachèvement d'un réseau d'aires protégées fondé sur la représentativité de la biodiversité sur 8 % des forêts de chacune des régions écologiques du Québec. Qu'il établisse, de plus, un moratoire sur l'exploitation forestière des territoires dont la valeur écologique élevée est déjà connue et qui les rend susceptibles de devenir des aires protégées.

Proposition 4

Nous recommandons que les aires protégées soient établies en respectant les règles de l'art en matière de conservation; qui sont basées sur la préservation d'écosystèmes viables et qui s'appuient sur la connaissance des écosystèmes, des espèces et des habitats. Il faut, de plus, que l'établissement d'aires protégées intègre les notions de superficie suffisante, de connectivité et d'encerclement dans l'espace.

1.1.2 *La priorité à la protection des forêts anciennes : le cas de Chaudière-Appalaches*

Une priorité doit être accordée à la conservation des forêts anciennes. Sur la scène mondiale, de nombreux experts (WWF, UICN, etc.) sont préoccupés par la conservation des vieilles forêts. Le Québec ne fait pas exception et le MRNFP dispose à l'évidence d'une faible marge de manœuvre pour la conservation de ces peuplements (les récentes propositions d'OPMV en font foi). Ceci ajoute à notre sentiment d'urgence. Les forêts mûres et surannées contribuent significativement aux objectifs de l'aménagement forestier durable, depuis la protection de la biodiversité jusqu'au maintien des autres usages de la forêt.

Lors de la récente consultation sur les objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier (automne 2003), le MRNFP reconnaissait que « la raréfaction des forêts mûres et surannées est une préoccupation majeure en matière de biodiversité aux points de vue tant national qu'international ». Il concédait que ces forêts « constituent des écosystèmes particuliers en vertu des attributs écologiques qui s'y développent avec le temps » (Déry et Leblanc 2003).

Le MRNFP dit vouloir assurer la pérennité de ces écosystèmes en conservant le tiers des patrons historiques de forêts anciennes dans les différents sous-domaines bioclimatiques. Ainsi, en Chaudière-Appalaches, le ministère évalue que le domaine de l'érablière à bouleau jaune comprenait, à l'origine, 52 % de vieux écosystèmes et que la sapinière à bouleau jaune de l'Est en comptait 60 % (Déry et Leblanc 2003). Il faudrait donc conserver de 17 à 20 % de vieilles forêts dans ces sous-domaines bioclimatiques. On ne peut qu'applaudir à tant de clairvoyance, mais comment peut-on y arriver ?

Le MRNFP convient que le maintien de 33 % de forêts mûres n'est pas possible dans le contexte actuel sans occasionner gros problèmes économiques. Il module donc son approche dans le but d'atteindre cette cible, à long terme (20 ans) et de participer ainsi à l'engagement international du gouvernement du Québec de protéger 8 % des différents écosystèmes du Québec. Il propose, plus modestement, trois mesures pour la période 2005-2010, en Chaudière-Appalaches (Déry et Leblanc 2003).

- 1- Protéger intégralement 2 % de la forêt publique
- 2- Retarder d'une vingtaine d'années, la coupe de certains peuplements forestiers, sur 3 % de la superficie des terres publiques, pour créer des « îlots de vieillissement »
- 3- Conserver quelques éléments caractéristiques des vieilles forêts (chicots, débris ligneux au sol, arbres à cavités, etc.) lors de la récolte de 5 % des peuplements

Le MRNFP remet aux détenteurs de CAAF le soin de choisir les peuplements qui feront l'objet des trois mesures précitées. Il propose à ces industriels des « recettes » qui leur permettront d'atteindre les objectifs gouvernementaux sans perdre trop de bois à récolter. Il en résulte que l'objectif premier ne semble plus la conservation des plus importants vieux écosystèmes forestiers, mais la minimisation de la perte de possibilité de récolte pour le bénéficiaire de CAAF. Voici quelques éléments tirés des « **Lignes directrices pour l'implantation des refuges biologiques** » (Déry et Leblanc 2003). qui illustrent notre propos :

Le document stipule que, pour atteindre l'objectif de protection de 2 % du territoire forestier productif d'une unité d'aménagement de la forêt publique, on pourra comptabiliser les réserves écologiques et les écosystèmes forestiers exceptionnels qui font partie de cette unité d'aménagement. En Chaudière-Appalaches, ces deux types de territoires combinés couvrent déjà 1,3 % du territoire public (mais seulement deux millièmes de la forêt régionale totale).

Selon le document, on pourra aussi tirer profit des peuplements inexploitable (à cause des fortes pentes, de la présence de bandes de protection, etc). On autorise le bénéficiaire à situer 50 % de la superficie à protéger dans ces peuplements. Dans le même ordre d'idées, on encourage le bénéficiaire à inclure dans la portion de territoire à protéger comme vieille forêt, les sites qui présentent de fortes contraintes à l'exploitation (les paysages à protéger, les sites de villégiature et les encadrements visuels de lac, par exemple).

Dans les faits, en Chaudière-Appalaches, les deux premières mesures précitées permettent, à elles seules, aux industriels de s'acquitter de l'objectif de protection sans perdre la moindre possibilité de récolte et sans créer de nouvelles zones protégées.

De plus, toujours selon les lignes directrices, on pourra inclure dans le calcul, des peuplements de densité « D » (très faible densité du couvert, donc moins rentables à exploiter) jusqu'à concurrence de 25 % de la superficie à protéger.

Le document demande aussi au bénéficiaire, de répartir les peuplements à protéger en proportion de « groupes de productions prioritaires ». Ainsi, si une région compte 50 % de sapinières, c'est 50 % de la superficie protégée (50 % de 2 % de la forêt publique) qui seront constitués de sapinières. Par contre, si cette même région ne compte que 2 % de rares et vieilles cédrières, le territoire protégé ne comptera pas plus de 2 % de cédrières, soit 0,04 % de la forêt publique de la région. Si on avait véritablement pour objectif de sauver des forêts anciennes, ne devrait-on pas cibler, en priorité : les écosystèmes les plus vieux, ceux qui sont les plus menacés, ceux qui sont les moins communs, ceux qui ont le plus de valeur écologique et ceux qui ont le plus de chance de se maintenir comme vieilles forêts ?

Enfin, le document recommande aussi au bénéficiaire de CAAF de répartir le territoire à protéger dans chacune des « unités territoriales de référence » (chacune de ces unités couvre quelques km²) au prorata de 2 % de territoire protégé par unité, plutôt que de cibler les secteurs qui comportent le plus de vieux écosystèmes.

Rappelons-le, la forêt (privée et publique) de Chaudière-Appalaches ne compte que 0,7 % (sept millièmes) (Arbour 2003) de superficie où la coupe forestière est exclue. Seulement une portion (encore indéfinie) de ce territoire protégé est constituée de forêts anciennes. Il est donc absolument nécessaire d'accroître cette superficie pour sauver une quantité significative de vieux écosystèmes forestiers et la faune qu'ils abritent.

Ces écosystèmes sont, sans doute, les plus précieux de notre patrimoine naturel régional. On peut facilement les comparer à des monuments historiques irremplaçables. Ils étaient déjà là avant l'arrivée de l'homme blanc dans la région. On y retrouve des arbres plusieurs fois centenaires : bouleaux jaunes, thuyas, épinettes, pruches, pins, etc. La faune qu'ils abritent est spécialisée et, souvent, ne peut pas vivre ailleurs. On ne connaît même pas encore toutes les espèces qui y vivent ni les avantages pour l'humanité que l'on pourrait en retirer. Avec les changements climatiques, les pluies acides, les introductions d'insectes exotiques et les autres perturbations d'origine anthropique, il est très peu probable que des écosystèmes forestiers réussissent, au Québec, à atteindre un âge aussi avancé dans l'avenir.

La protection intégrale d'une superficie de 2 % de la forêt régionale (privée et publique) composée des forêts anciennes les plus importantes nous semble le minimum acceptable. Nous sommes conscients que la forêt publique ne peut pas, à elle seule, absorber toute cette superficie à protéger qui correspondrait à 220 km², soit 14,6 % des terres publiques de la région. Un effort devra donc aussi être fait pour sauver de vieilles forêts sur terres privées. Nous croyons cependant que l'effort de protection intégrale des vieux écosystèmes forestiers dans la forêt publique de la région doit être tangible et sérieux. Il s'agit, après tout, d'un patrimoine collectif. En conséquence, le CRECA formule les propositions suivantes :

Propositions 5

a) Nous souhaitons que la priorité soit accordée à la création d'aires protégées représentatives de la biodiversité des vieilles forêts.

b) Qu'en Chaudière-Appalaches, 3 % (45 km²) de la forêt publique accessible, productive et non encore protégée soient vraiment consacrés à la protection intégrale des forêts mûres et

surannées (ce qui n'exclut pas la création d'autres aires protégées visant à atteindre 8 % du territoire régional).

c) Que les écosystèmes à protéger soient sélectionnés en fonction de critères scientifiques, environnementaux, écologiques et de développement durable tels que leur âge moyen, leur rareté, leur valeur écosystémique, la faune qu'ils sont susceptibles d'abriter, leur capacité à se maintenir dans le temps, les menaces qui pèsent sur eux, etc.

d) Que l'on donne priorité à la protection des vieux écosystèmes (90 ans et plus et vieux inéquiennes) suivants : les bétulaies jaunes et les associations du bouleau jaune avec des résineux ; les peuplements dominés par l'épinette rouge ou contenant une forte proportion d'épinette rouge ; les peuplements dominés par le thuya ou comportant une portion significative de vieux thuyas, les vieux écosystèmes peu communs tel les prucheraies, ormeraies, pinèdes naturelles, etc ; les plus vieilles pessières noires ; quelques vieilles érablières à bouleau jaune non encore exploitées pour la sève.

e) Qu'un moratoire soit décrété sur la coupe des vieux écosystèmes précédemment cités jusqu'à ce que soit fait le choix des plus significatifs comme forêts anciennes.

f) Que le choix des écosystèmes à protéger soit fait selon un processus transparent, par un comité de gestion intégrée des ressources forestières qui impliquerait d'autres intervenants, en plus du MRNFP et des détenteurs de CAAF. Le CRECA demande à être impliqué dans cette démarche.

g) Que les détenteurs de CAAF et le MRNFP fournissent l'information dont ils disposent à ce comité pour l'aider dans son travail de sélection des écosystèmes.

h) Que les peuplements de très faible densité (densité D) ne soient retenus que de façon exceptionnelle et seulement s'il n'y en a pas d'autres de valeur supérieure.

i) Que l'on tienne compte des secteurs d'intérêts mis en évidence par la Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ) à l'aide de données satellitaires pour cibler les concentrations de forêts anciennes à protéger.

j) Que l'on considère sérieusement la possibilité de créer une aire protégée de taille moyenne dans les deux vallées encore vierges du Massif du Sud (vallée du Milieu et du ruisseau

Beaudoin). Des secteurs de la forêt publique situés entre Armagh et Notre-Dame-du-Rosaire devraient aussi être étudiés.

k) Que l'on tente de créer des ensembles protégés cohérents et de taille raisonnable et que l'on évite de disperser systématiquement les aires protégées de façon uniforme dans la région mais que l'on cible plutôt les secteurs les plus intéressants.

l) Que les éléments de vieilles forêts à maintenir lors des coupes avec « pratiques sylvicoles adaptées » soient plus abondants et soient aussi définis par un comité de gestion intégrée (voir annexe).

Par ailleurs, la création d'aires protégées n'est pas le seul enjeu significatif en ce qui a trait à la préservation des écosystèmes forestiers. Il nous semble évident qu'un sérieux travail doit être effectué afin de localiser les écosystèmes forestiers exceptionnels et les espèces fauniques et floristiques en difficulté. La *Loi sur les forêts* et la *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables* comportent des dispositions qui permettent de protéger les écosystèmes forestiers exceptionnels et les espèces en danger. Toutefois, des ressources adéquates doivent être consenties afin d'effectuer un véritable travail de localisation de ces espèces.

Proposition 6

Considérant qu'il est essentiel qu'un relevé rigoureux des écosystèmes forestiers exceptionnels et des espèces à statut précaire soit effectué avant d'autoriser des opérations forestières, nous demandons que le MRNFP effectue (ou supporte financièrement) un inventaire terrain planifié et que l'on applique les mesures appropriées de protection intégrales, de restauration des populations et des habitats et de suivi des résultats. À cet égard, le MENV et la FAPAQ doivent travailler de concert avec le MRNFP.

1.2 Maintien et amélioration de l'état et de la productivité des écosystèmes forestiers

Les intervenants oeuvrant dans différents secteurs sont préoccupés par la santé et la productivité des forêts. Dans le contexte d'une baisse appréhendée des approvisionnements, dans certaines régions du Québec, le concept de rendement accru introduit par les récents changements à la *Loi sur les forêts* et l'intérêt grandissant envers une sylviculture plus intensive sont préoccupants. Nous craignons que le rendement accru et la sylviculture intensive entraînent une artificialisation des forêts; et ne permettent plus le maintien d'écosystèmes naturels. Une sylviculture intensive est assurément possible mais elle doit reposer sur de saines pratiques forestières et contribuer à l'atteinte des objectifs des critères de l'aménagement forestier durable.

Par ailleurs, l'aménagement intensif des forêts est un phénomène relativement récent, à l'échelle historique, au Québec. Les conséquences à long terme de l'aménagement forestier, les effets des changements climatiques sur les forêts et la récurrence de certains phénomènes naturels qui affectent les forêts sont difficilement prévisibles. Les connaissances restent à approfondir. Le gouvernement du Québec doit promouvoir la recherche dans ces secteurs, s'il veut garantir les divers usages de la forêt pour les générations à venir.

Proposition 7

Ainsi, nous recommandons au MRNFP d'accroître les efforts de recherche pour améliorer les connaissances sur les variations historiques des perturbations naturelles dans les forêts et pour anticiper l'effet des changements climatiques, des contaminants atmosphériques et de l'impact des récoltes intensives du passé sur l'état des forêts.

Le fruit de ces recherches devra être intégré aux divers instruments de la gestion de la forêt, notamment à la réglementation. Les résultats des recherches devront aussi être accessibles au public. Pour être adéquate, la gestion de la forêt doit être évolutive et profiter des nouvelles connaissances dans un délai relativement court.

1.3 Conservation des sols et de l'eau

La gestion du milieu forestier touche d'autres aspects des écosystèmes et d'autres ressources. L'eau et le sol supportent la végétation, mais ces deux éléments sont aussi affectés par les travaux forestiers. Le *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêt du domaine de l'État* (RNI) encadre les opérations forestières et prévoit des dispositions favorisant la protection de l'eau et des sols. Toutefois, il est essentiel de mettre en place un mécanisme de suivi.

On doit être en mesure de garantir pour les générations futures, que l'eau sera présente en quantité suffisante et que sa qualité sera maintenue.

Proposition 8

À ces égards, nous recommandons la tenue d'un programme de suivi de la qualité de l'eau et de la vie aquatique et d'un programme de surveillance systématique de tous les indicateurs d'érosion, de façon à prévenir et à corriger les impacts négatifs des activités forestières sur le sol et l'eau dans la forêt aménagée.

Un tel programme devra, entre autres, inclure le contrôle et le suivi des sédiments, la surveillance des zones de fraie et l'indice de qualité biologique (qualité de l'eau).

Étant donné que les objectifs de protection et de mise en valeur ont été mis en place pour assurer, entre autres, le maintien de la qualité de l'eau et la conservation des sols, il semble logique de mettre en oeuvre un programme de suivi et des indicateurs de résultats. Ce qui permettra le cas échéant d'apporter les correctifs requis.

1.3.1 *La planification à l'échelle des bassins versants et les bandes riveraines*

À l'instar d'autres secteurs d'activités, la foresterie devra s'adapter aux impératifs de la saine gestion de l'eau. La *Politique de l'eau* stipule que d'ici 2005, les pratiques d'aménagement forestier devront être révisées afin de réduire les impacts sur les milieux aquatique, riverains et humides.

Proposition 9

Nous souhaitons que le MRNFP adopte une approche de gestion dynamique et adaptée à chaque bassin et sous-bassin versants quant à la planification, la distribution dans l'espace et le temps, le type, le nombre et la superficie des coupes pour atténuer les perturbations sur le milieu hydrique et le cycle de l'eau, de concert avec le MENV dans le cadre de la mise en oeuvre de la *Politique de l'eau*.

Actuellement, le RNI considère la conservation d'une bande riveraine uniforme de 20 mètres. Cette mesure est insuffisante pour maintenir les habitats riverains, les paysages et, souvent, l'usage récréotouristique du milieu riverain.

Il existe des exemples de gestion intégrée de la forêt riveraine qui pourraient inspirer une modulation des normes du RNI. Ainsi, dans le parc régional du Massif du Sud, des corridors riverains d'une largeur de 150 à 200 mètres font l'objet d'une gestion concertée de l'exploitation, entre le détenteur de CAAF et l'administration du parc, qui permet un usage multiple de couloirs forestiers consistants.

Proposition 10

Nous souhaitons que le MRNFP reconnaisse davantage les diverses contributions des bandes riveraines pour l'intégrité du milieu hydrique, des habitats et de la biodiversité, de même que pour permettre la polyvalence des usages en permettant d'élargir les bandes de protection riveraines au-delà de la norme du RNI, de manière à considérer des paramètres locaux et régionaux de protection et mise en valeur du milieu forestier en collaboration avec les autres ministères et organismes concernés.

1.4 Maintien de l'apport des écosystèmes forestiers aux grands cycles écologiques

Il est reconnu que les forêts jouent un rôle capital dans la régulation des grands cycles écologiques planétaires tels que le cycle de l'eau et le cycle du carbone. La question à laquelle, il faut répondre à cet égard est : « Quels sont les moyens à mettre en œuvre pour s'assurer que les forêts continuent à jouer ce rôle de régulateur ? » L'une des réponses réside dans l'adaptation réglementaire face aux grands enjeux environnementaux.

En effet, la réglementation doit évoluer au fur et à mesure que sont développées les connaissances sur les grands cycles écologiques. Il faut se donner les moyens de réviser périodiquement la réglementation de façon à assurer le maintien de l'apport des écosystèmes forestiers au cycle de l'eau et du carbone. Cette adaptation réglementaire doit également être le fruit d'une collaboration entre les différents ministères concernés (MENV et MRNFP).

2 GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES : LES MULTIPLES RESSOURCES ET LA CONSULTATION DU PUBLIC

La Table de concertation sur le milieu forestier de Chaudière-Appalaches a adopté la définition suivante de la gestion intégrée des ressources sur laquelle elle base ses actions.

La gestion intégrée des ressources est une philosophie de gestion qui implique la prise en compte des multiples ressources sur un territoire donné, en concertation avec tous les intervenants, et ce, à toutes les échelles de perception; elle entraîne des choix intégrant des besoins et des valeurs environnementaux et fauniques, sociaux et économiques axés vers un objectif de développement durable.

La gestion intégrée des ressources vise à améliorer la protection et la mise en valeur des ressources du milieu forestier au profit des utilisateurs et de l'ensemble de la collectivité.

2.1 Maintien des avantages socio-économiques multiples que les forêts procurent à la société

Le maintien à long terme des avantages économiques et sociaux multiples associés à l'exploitation des ressources forestières est intimement lié au maintien dans le temps de la possibilité forestière et à la diversification des activités développées en milieu forestier.

La gestion intégrée du milieu forestier doit nécessairement prendre en compte, en plus de la récolte de matière ligneuse, les autres activités pratiquées en forêt. Ces activités peuvent s'avérer porteuse d'avenir dans plusieurs régions.

Proposition 11

Nous voulons que soit reconsidéré le mode actuel d'attribution des CAAF afin d'obliger leurs mandataires à considérer les autres usages de la forêt dans la planification forestière, comme la récolte de produits non-ligneux, la chasse, la pêche, le piégeage et les activités récréatives. Le MRNFP et les bénéficiaires de CAAF devraient être amenés à conclure des ententes de développement et de mise en valeur des ressources non forestières avec des entreprises, des individus et des organismes dans un mécanisme transparent et ouvert à la consultation.

2.2 Les autres ressources

L'industrie forestière génère beaucoup de retombées économiques. En Chaudière-Appalaches, dans au moins 40 municipalités, plus de 25 % des emplois dépendent du secteur forestier ou de l'industrie du bois. En tout, ce sont 9 600 personnes qui travaillent dans ces deux secteurs (Arbour 2003). Nous reconnaissons volontiers que cette industrie est un pilier majeur du développement régional. Cependant, l'exploitation industrielle n'est pas la seule activité forestière à stimuler l'économie de la région. Ainsi, en Chaudière-Appalaches, la récolte du bois et les travaux sylvicoles génèrent 72 millions de dollars par années alors que la chasse et les activités récréotouristiques en génèrent 75 millions (Arbour 2003). Les autres ressources du milieu forestier ne sont donc pas négligeables et le gouvernement doit assurer la conservation du patrimoine public et la durabilité de son exploitation. En conséquence, il nous semble urgent **d'instituer une Politique québécoise d'aménagement intégré des ressources et de modifier en ce sens la Loi sur les forêts, le RNI et les propositions d'OPMV.**

Proposition 12

Nous demandons au gouvernement d'amender la Loi sur les forêts pour instituer un régime forestier qui a pour objectif premier l'atteinte des critères de l'aménagement forestier durable fondé sur la gestion intégrée des ressources qui protège la biodiversité et les écosystèmes et qui autorise un usage polyvalent et une démocratie participative dans la gestion des forêts.

Proposition 13

Nous demandons que le MRNFP révise en profondeur le Règlement sur les normes d'interventions dans les forêts du domaine de l'État (RNI), le plan d'affectation du territoire public et les propositions d'OPMV afin qu'ils rencontrent tous les indicateurs des critères de l'aménagement forestier durable et deviennent les outils de la planification et de la mise en oeuvre de la gestion intégrée des ressources.

2.3 La prise en compte, dans les choix de développement, des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées

Afin de mettre en oeuvre la gestion intégrée des ressources du milieu forestier, il est essentiel de prendre en compte dans les choix de développement, les valeurs et les besoins exprimés par les populations concernées. Pour ce faire, les autorités gouvernementales doivent instaurer un véritable mécanisme de consultation. À cet égard, le processus de consultation et de concertation doit débiter en amont des PGAF. De plus, le niveau de qualité des consultations doit également être augmenté.

Les conditions nécessaires pour des consultations satisfaisantes du point de vue démocratique sont :

- L'obtention d'une information juste, éclairée et neutre
- Des modalités de participation adéquates : délais raisonnables, aide financière aux ONG
- Élargissement de la consultation des tiers à l'ensemble des organismes concernés (parties intéressées) et aux utilisateurs
- Des consultations en trois temps (périodes d'information, de rédaction et de présentation)
- L'assurance d'obtenir un traitement juste et impartial
- La confiance d'obtenir des résultats effectifs, concrets et vérifiables

Actuellement ces conditions ne sont pas respectées. Par exemple, lors de la dernière consultation sur les objectifs de protection et de mise en valeur, à l'automne 2003, le MRN avait confié au CRCD de Chaudière-Appalaches la responsabilité des consultations. Celles-ci ont été annoncées 3 mois à l'avance. Toutefois, les assemblées d'information n'ont eu lieu que 10 jours avant la date limite pour présenter un avis. Cette situation est inadmissible.

Proposition 14

Nous demandons une réforme du processus de concertation et de consultation des plans généraux d'aménagement forestier (PGAF) qui devra être ouvert, sans exclusion, à toutes les parties concernées, dès l'élaboration des plans, et qui respectera les conditions ci-haut mentionnées.

Proposition 15

Nous souhaitons que le MRNFP instaure un programme d'aide financière à l'intention des associations à but non lucratif dans le cadre de consultations publiques concernant l'un ou l'autre des aspects du régime forestier.

3 CONNAISSANCE DU CAPITAL FORESTIER

Manifestement, la connaissance du capital forestier doit être augmentée compte tenu des lacunes observées, notamment en ce qui a trait à la connaissance de l'état de la biodiversité sur le territoire du Québec. Pour ce faire, diverses mesures doivent être adoptées. De plus, des lacunes importantes existent au niveau du partage de l'information. Il est difficile, entre autres, pour les organismes environnementaux d'avoir accès à l'information la plus juste et à jour sur l'état de la forêt et sur la possibilité forestière. La connaissance du capital forestier ne peut être l'attribut exclusif du MRNFP et des détenteurs de CAAF. Certaines données sont rendues accessibles par le MRNFP mais à des coûts que ne peuvent défrayer les organismes sans but lucratif. Même la FAPAQ qui fait officiellement partie du MRNFP ne peut avoir accès gratuitement à cette information et doit s'en passer, faute de budget.

Proposition 16

Que les données forestières existantes et particulièrement les données écoforestières informatisées, propriété du MRNFP, puissent être accessibles gratuitement aux organismes sans but lucratif qui s'occupent de gestion des autres ressources de la forêt, d'environnement et de développement durable.

Proposition 17

Nous proposons la création d'un *Observatoire national de foresterie* qui rassemblera une équipe d'experts multidisciplinaire et nous demandons que l'observatoire examine en priorité les impacts du régime forestier et des PGAF en fonction des critères de l'aménagement forestier durable et qu'il réalise des travaux pour caractériser les écosystèmes, effectuer les inventaires, évaluer l'état des écosystèmes forestiers et le suivi de la biodiversité, documenter le choix de pratiques sylvicoles, asseoir les assises scientifiques des calculs de possibilité forestière et valider le *manuel d'aménagement forestier*.

3.1 Des études complémentaires

Pour faire de la gestion intégrée des ressources, il faut aussi disposer de données sur les autres ressources du milieu forestier (habitats fauniques, intérêt récréotouristique ou écotouristique, intérêt pour l'interprétation, présence de plantes ou de faune à statut précaire, valeur des paysages, etc.). Ces données ne sont pas disponibles au MRNFP. Il existe des protocoles d'inventaires multi-ressources mais bien peu sont réalisés, faute de fonds. Ne serait-il pas judicieux que les territoires ciblés par les PGAF pour des opérations de récoltes et d'aménagement soient aussi analysés sous un angle

multiresource pour que soit éventuellement proposées des mesures de mitigation qui assureraient le maintien des autres usages de la forêt ?

Proposition 18

Nous proposons qu'une partie du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier soit réservée à la réalisation, par des organismes indépendants de l'État et des détenteurs de CAAF, d'inventaires et de planifications complémentaires, dans le cadre des plans quinquennaux d'aménagement forestier.

4 PLANIFICATION, RÉALISATION ET RENDEMENT DE L'AMÉNAGEMENT FORESTIER

En ce qui a trait à la possibilité forestière, l'incertitude engendrée par les changements climatiques et leurs conséquences sur les grands cycles planétaires nécessitent une prudence accrue dans le calcul de la possibilité forestière. Le principe de précaution doit être observé et induire un calcul conservateur de la possibilité forestière. Parmi les éléments préoccupants, on note les effets à moyen et long termes sur les érablières (Ouimet et *al.* 2002, Duchesne et *al.* 2002).

Proposition 19

Compte tenu de l'importance des enjeux, nous demandons que soit confié au *Bureau public de vérification forestière* (dont nous suggérons la création au chapitre 5) le mandat d'examiner le processus de calcul de la possibilité et de son suivi à titre d'audit indépendant pour garantir le respect du rendement soutenu et attester qu'il ne s'effectue pas de récoltes abusives dans la forêt publique.

4.1 Le rendement accru

Pour combler les pertes en volumes qui résulteraient de la protection accrue de certains territoires, le ministre des Ressources naturelles a manifesté son désir de voir augmenter la production des forêts par un accroissement de l'éclaircie précommerciale, du regarni, de la plantation et d'autres techniques (révision du régime forestier, 2000) . C'est ce que l'on a appelé "le rendement accru " qui viendrait en complément du "rendement soutenu" déjà en place. Une telle politique semble écologiquement dangereuse. Elle risque d'accroître la création de forêts artificielles et monospécifiques et pourrait entraîner une baisse de la biodiversité, particulièrement dans les riches écosystèmes de Chaudière-Appalaches. De plus, une telle politique risque d'entraîner un optimisme injustifié quant à la possibilité forestière future et un manque de prudence dans l'exploitation des forêts naturelles encore existantes. L'implantation d'une politique de rendement accru doit absolument être contrebalancée par une augmentation des aires protégées, de façon à compenser pour l'artificialisation des forêts engendrée par les pratiques du « rendement accru » .

Du reste, on peut difficilement accroître l'aménagement des forêts publiques de Chaudière-Appalaches. En effet, ce sont 1 400 ha de jeune forêt qui sont transformés par éclaircie précommerciale chaque année sans compter la plantation et le regarni (300 ha). En comparaison, c'est 1 200 ha qui sont récoltés dans cette forêt chaque année (Arbour 2003). On aménage donc actuellement 40 % de plus que ce que l'on récolte.

Proposition 20

Nous demandons que les travaux sylvicoles s'effectuent sans remettre en question la *Stratégie de protection des forêts* et en évitant une artificialisation des forêts dans les limites prescrites par les critères de l'aménagement forestier durable assurant le maintien de la biodiversité, des autres ressources, de la santé et de la productivité naturelle des forêts, sur la base d'un programme de connaissances sur les milieux d'intervention et de l'identification de saines pratiques sylvicoles.

Proposition 21

Nous souhaitons que tout accroissement du rendement des forêts résultant de l'usage de techniques menant à une baisse de la biodiversité soit contrebalancé par la création d'aires protégées de superficies adéquates (règles de l'art).

Proposition 22

Nous demandons que soit conservée à l'état naturel une portion des régénérations après coupe en forêt publique, comme en forêt privée.

Proposition 23

Nous souhaitons que le caractère mélangé des forêts soit conservé lors des éclaircies précommerciales, particulièrement dans les associations de sapin et de bouleau jaune, en régénération.

5 CADRE ET MODES DE GESTION DES FORÊTS

Étant donné que la forêt publique québécoise est un bien public et qu'elle est d'une importance vitale pour l'économie et le développement de la société, il apparaît essentiel que la population du Québec soit à même d'évaluer les enjeux liés à l'exploitation de la forêt. Pour ce faire, il est nécessaire que les citoyens aient accès à toute l'information relative à l'exploitation des ressources du milieu forestier, à la santé et à la productivité de la forêt.

Proposition 24

Nous demandons au gouvernement d'instituer un *Bureau public de vérification forestière*, relevant de l'autorité du *Vérificateur général du Québec*, qui aura pour mandat de surveiller l'ensemble de la gestion forestière au Québec, de vérifier l'atteinte des résultats des critères de l'aménagement forestier durable, de garantir le respect du rendement soutenu en examinant la validité du calcul de la possibilité forestière et son suivi, et d'exposer ses conclusions dans un rapport annuel remis à l'Assemblée nationale.

5.1 Les forêts privées

La région de Chaudière-Appalaches comporte 85 % de forêt privée et 15 % de forêt publique. Les deux entités présentent des différences notables : âge moyen des peuplements, composition, type de gestion, problèmes liés à la cohabitation avec l'agriculture, etc. On pourrait toutefois souhaiter une meilleure intégration des deux mondes. Ainsi, la recherche d'écosystèmes exceptionnels, d'aires à protéger et la conservation des habitats concernent toute la forêt régionale. On pourrait aussi souhaiter une meilleure intégration des plans de protection et de mise en valeur de la forêt privée (PPMV) et des plans généraux d'aménagement forestier de la forêt publique (PGAF).

5.2 La vérification forestière

Proposition 25

Nous proposons que le *Bureau public de vérification forestière* supervise et vérifie la gestion de la forêt publique (y compris les PGAF) et qu'un mécanisme de vérification de la gestion de la forêt privée soit institué.

Proposition 26

Nous proposons que le MRNFP travaille conjointement avec le ministère des Affaires municipales pour contrer le déboisement abusif, pour assurer la protection des cours d'eau en

forêt privée et pour envisager les solutions visant à soutenir les instances municipales pour adopter des règlements et pour les faire respecter sur leur territoire.

CONCLUSION

En conclusion, le CRECA considère que la gestion de la forêt publique québécoise doit être revue en profondeur.

La gestion de la forêt du domaine de l'État doit viser l'atteinte des critères (6) de l'aménagement forestier durable. Le gouvernement du Québec doit accélérer le processus d'établissement d'aires protégées afin de rencontrer l'objectif de 8 %. Toutefois, les aires protégées doivent être représentatives de la biodiversité et viser des écosystèmes viables. Une priorité doit être accordée à la création d'aires protégées dans les vieilles forêts.

Le mode d'attribution des CAAF doit aussi être reconsidéré. Les bénéficiaires de CAAF doivent être amenés à considérer les autres usages de la forêt dans la planification forestière. Des ententes de développement et de mise en valeur des ressources non forestières doivent intervenir entre le MRNFP, les détenteurs de CAAF et des utilisateurs de la forêt.

Par ailleurs, la gestion de la forêt publique québécoise doit faire une plus grande place à la consultation du public. Les modes de consultation doivent être reconsidérés et favoriser la participation et la prise en compte des besoins de la collectivité.

De plus, afin de s'assurer que le régime forestier rencontre les critères de l'aménagement forestier durable et de la gestion intégrée, nous demandons que soit institué un *Bureau public de vérification forestière* relevant de l'autorité du *Vérificateur général du Québec*.

RÉFÉRENCES

ARBOUR, S. (2003) Portrait de l'importance et du potentiel du milieu forestier de Chaudière-Appalaches. CRCD Chaudière-Appalaches, 133 p.

DÉRY, S. et LEBLANC, M. (2003) Lignes directrices pour l'implantation des refuges biologiques (stratégie de maintien des forêts mûres et surannées). Ministère des Ressources naturelles de la Faune et des Parcs, 12 p.

DUCHESNE, L., OUMET, R. et HOULE, D. (2002) Basal Area Growth of Sugar Maple in Relation to Acid Deposition, Stand Health and Soil Nutrients. J. Environmental. Qual. 31 : 1676-1683

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (2000) Cadre d'orientation en vue d'une stratégie québécoise sur les aires protégées

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (2004) site Internet

OUMET, R., DUCHESNE, D., HOULE D. et ARP, P.A. (2002) Critical Loads and Exceedances of Acid Deposition and Associated Forest Growth in the Northern Hardwood and Boreal Coniferous Forests in Quebec, Canada. Water, Air and Soil Pollution : Focus 1 : 119-134

ANNEXE

Annexe au mémoire du CRECA présenté à la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise

Mise sur pied d'un comité régional sur la gestion intégrée des ressources du milieu forestier

En ce qui a trait à l'établissement d'aires protégées en Chaudière-Appalaches, les objectifs de ce comité consisteraient à :

- ◆ Identifier et proposer des peuplements forestiers, des écosystèmes et des habitats d'espèces à statut précaire devant faire l'objet rapidement d'une protection accrue et du retrait des superficies visées des secteurs visés par l'exploitation forestière.
- ◆ Identifier et proposer des secteurs de la forêt publique de Chaudière-Appalaches qui devraient faire l'objet d'une désignation comme parc régional ou parc national répondant à la définition reconnue d'aire protégée. Cet exercice devrait mener à la désignation de superficies moyennes à grandes (de 1 à 50 km²) comme candidate pour de futures aires protégées. Les critères à considérer dans la désignation de ces territoires devraient inclure la protection d'habitats fauniques essentiels, la présence d'espèces à statut précaire, la présence de peuplements forestiers matures ou surannés (plus de 70 ans), la protection des têtes de bassins versants et la protection de zones d'allopatric de l'omble de fontaine.
- ◆ Soumettre à une consultation régionale les propositions d'aires protégées pour approbation par la population.
- ◆ Mettre en place des mécanismes permettant de retirer des CAAF actuellement en vigueur les territoires désignés et reconnus par le MRNFP. L'un de ces mécanismes pourrait prendre la forme de compensation pour la perte de volumes de bois à même une réduction des redevances versées sur les CAAF.
- ◆ Mettre en place un programme d'intensification de l'aménagement forestier tant en forêt publique que privée de manière à compenser la diminution des volumes de bois disponibles découlant de la création d'aires protégées.